Burundi: le maire de Mont-Saint-Hilaire accusé de faire le jeu d'un «dictateur»

La Presse, 12 juillet 2019 Le séjour du maire de Mont-Saint-Hilaire au Burundi fait l'objet de critiques. Yves Corriveau y a écrit cette semaine par le président Pierre Nkurunziza, dont le régime fait l'objet d'une enquête de la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité.

La rencontre cette semaine entre le maire de Mont-Saint-Hilaire, Yves Corriveau, et le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, suscite l'indignation de Burundais installés au Canada et la désapprobation du seul conseiller municipal indépendant de la ville montérégienne. Le maire Corriveau a terminé, hier, une visite officielle d'une semaine au Burundi, petit pays d'Afrique de l'Est voisin du Rwanda, où il a signé une entente pour le jumelage de sa ville avec la capitale, Bujumbura. Au cours de son séjour, le maire Corriveau a écrit par le président burundais, dont le régime fait l'objet d'une enquête de la Cour pénale internationale (CPI) pour des crimes contre l'humanité, notamment le meurtre, la torture, le viol, et la disparition forcée. La CPI estime qu'il y a des raisons de croire que des agents de l'État burundais ont mené une attaque généralisée et systématique contre la population civile burundaise entre le 26 avril 2015, l'annonce de la candidature contestée du président Nkurunziza à un troisième mandat, et le 26 octobre 2017, date de l'entrée en vigueur du retrait du Burundi de la CPI. Durant cette période, des centaines de personnes ont été tuées, des milliers d'autres détenues et plus de 400 000 Burundais ont fui l'étranger, selon différentes organisations internationales. La visite du maire servira à la «propagande» du «dictateur» qu'est Pierre Nkurunziza, s'est indigné dans un entretien avec La Presse Charles Makaza, porte-parole de l'Alliance des Burundais du Canada (ABC), organisation qui «se bat pour l'avancement des droits de la personne au Burundi» et qui vient en aide aux réfugiés burundais qui arrivent au Canada. «Nous savons à quel point cette visite sera utilisée pour donner une sorte de légitimité au pouvoir.» - Charles Makaza Joint par La Presse à Bujumbura, Yves Corriveau dit n'avoir «aucunement ressenti» qu'il était instrumentalisé. Il précise que l'objet de sa visite était de rencontrer le maire de Bujumbura et dit avoir écrit par le président uniquement parce qu'il accompagnait le consul honoraire du Burundi au Québec, François-Xavier Pinte, pilote de ligne et auteur belge établi à Mont-Saint-Hilaire. Pourtant, dans une publication sur le réseau social Twitter, la présidence burundaise met l'accent sur la présence du maire Corriveau à cette rencontre. «Il n'avait pas d'affaire à aller là» Le seul conseiller municipal indépendant de Mont-Saint-Hilaire, Louis Toner, estime que le séjour du maire Corriveau au Burundi n'était pas une bonne idée et qu'il «n'avait pas d'affaire à aller là». «Le Burundi a un gouvernement très douteux, et je remets vraiment en question la pertinence d'y aller», a-t-il confié à La Presse, disant d'ailleurs avoir recommandé au maire de ne pas faire ce voyage, aussi pour des raisons de sécurité. Louis Toner estime que le maire s'est laissé convaincre par le consul honoraire du Burundi. «Le maire a un caractère naïf», dit-il. Je ne pense pas qu'il savait vraiment dans quoi il s'embarquait du côté politique. [...] Il aurait dû se renseigner.» Yves Corriveau a indiqué à La Presse ne pas avoir eu de rencontre avec des représentants de la société civile ou de groupes d'opposants politiques. «Le Canada est préoccupé par la situation des droits de la personne et par la situation humanitaire au Burundi, notamment à la suite de la demande de fermeture du bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme à Bujumbura.» - Barbara Harvey, porte-parole d'Affaires mondiales Canada Même si le gouvernement canadien intime ses ressortissants d'éviter «tout voyage» au Burundi «en raison des tensions politiques, des troubles civils et de la violence armée», le maire Yves Corriveau y poursuivra son séjour pour des vacances personnelles avec sa femme. «Je n'ai aucune inquiétude», a-t-il déclaré, disant ne pas avoir constaté de danger, mais reconnaissant que le fait d'avoir écrit en compagnie de son homologue de Bujumbura pouvait avoir «aidé». Charles Makaza rétorque qu'il s'agit d'un «calme de cimetières». «Après une grande répression, une sorte de fausse accalmie», dit-il. Les gens qui sont au pays, ils sont étonnés, ils ont vu le sort réservé à toute personne opposée au pouvoir.» Il ajoute que les Imbonerakure, l'aile jeunesse du parti au pouvoir que les Nations unies ont qualifié de milice, sont «stationnés sur chaque colline» pour faire régner le calme - les collines étant une subdivision territoriale dans ce pays très vallonné. Le maire Corriveau répond aux critiques d'une partie de la diaspora burundaise en disant que, «quand on quitte un pays, il y a peut-être des raisons», estimant que «ces gens-là en veulent à un gouvernement [mais], moi, c'est un maire que je suis venu voir». Le maire de Bujumbura est un non-Abolu, nommé par le président, tel que le prévoit la loi burundaise sur l'organisation de l'administration communale. Un jumelage «culturel» Le maire Corriveau a conclu une entente avec son homologue de Bujumbura pour le jumelage de leurs villes respectives, démarche qui a reçu l'approbation de son conseil municipal, dit-il. «Ce qu'on a voulu faire, c'est un jumelage culturel», explique le maire, qui évoque la possibilité d'exposer une œuvre d'un artiste burundais ou d'accueillir des musiciens burundais. Le conseiller indépendant Louis Toner a des réserves. «On n'a pas de population du Burundi à Mont-Saint-Hilaire, pas de lien historique, culturel, illustre-t-il. Je ne vois pas ce qu'on fait là!» Mont-Saint-Hilaire aidera aussi Bujumbura à trouver des solutions à ses problèmes de gestion des déchets, une contribution qui ne sera pas financière. La Ville de Mont-Saint-Hilaire a payé le billet d'avion du maire, sa femme a payé le sien et leur hébergement a été pris en charge par la mairie de Bujumbura; le couple assume les dépenses liées à ses vacances personnelles, a expliqué le maire.